Le mécanisme suisse de désendettement – un bilan intermédiaire

Die schweizerische Entschuldungsfazilität – eine Zwischenbilanz

Rolf Kappel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1434>

DOI : [10.4000/aspd.1434](https://doi.org/10.4000/aspd.1434)

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 1993

Pagination : 243-259

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Rolf Kappel, « Le mécanisme suisse de désendettement – un bilan intermédiaire », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 12 | 1993, mis en ligne le 30 avril 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1434> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1434>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© The Graduate Institute | Geneva

Le mécanisme suisse de désendettement – un bilan intermédiaire

Die schweizerische Entschuldungsfazität – eine Zwischenbilanz

Rolf Kappel

NOTE DE L'ÉDITEUR

En français, résumé seulement. Lire l'article original en allemand dans *Schweizerisches Jahrbuch für Entwicklungspolitik* : « [Die schweizerische Entschuldungsfazität – eine Zwischenbilanz](http://sjep.revues.org/1253) », <http://sjep.revues.org/1253>.

RÉSUMÉS

En juin 1990, six œuvres d'entraide avaient présenté une pétition demandant à la Confédération d'effectuer une remise de dettes aux pays les plus démunis à l'occasion de son 700^e anniversaire. En mars 1991, les Chambres fédérales acceptaient l'ouverture d'un crédit-cadre de 400 millions de francs destiné au financement de telles mesures.

L'auteur compare brièvement le mécanisme mis en place par la Confédération et les opérations de désendettement menées en 1991-92 aux objectifs de la pétition des œuvres d'entraide. Se référant aux critères de la politique de développement et à la situation des pays à faibles revenus lourdement endettés, il analyse ensuite de façon approfondie trois grandes catégories de mesures : la réduction de la dette extérieure de pays s'engageant sur la voie des réformes, le rachat de créances privées par des institutions publiques et la création de fonds de contrepartie

en monnaie locale destinés à financer la lutte contre la pauvreté.

Il apparaît finalement que la politique de réduction de la dette se justifie seulement dans une perspective à long terme. Les conditions pour la création de fonds de contrepartie sont rarement réunies, mais la lutte contre la pauvreté n'en est pas moins nécessaire.

AUTEUR

ROLF KAPPEL

Professor Dr., ETH, NADEL